

Brochure n° 3221

Convention collective nationale

IDCC : 1278. – **PERSONNELS PACT ET ARIM**
**(Centres pour la protection, l'amélioration et la conservation de l'habitat
et associations pour la restauration immobilière)**
(4^e édition. – Septembre 2003)

ACCORD DU 1^{ER} DÉCEMBRE 2004
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA 2005

NOR : *ASET0550497M*
IDCC : *1278*

Etant précisé que :

Pour les salaires minima 2004 ainsi que pour l'augmentation de salaire de 2003, la commission paritaire chargée du suivi et de la négociation de la convention collective des centres Pact Arim a négocié les valeurs du point et de partie fixe selon une durée de travail de 169 heures par mois (39 heures par semaine). En effet, telle était jusqu'alors la base de négociation des salaires minima au regard du procès-verbal d'échec de l'accord de branche sur la réduction du temps de travail.

En conséquence, au titre des années 2003 et 2004, pour toute durée du travail inférieure à 169 heures mensuelles, il devait être procédé à un ajustement des salaires au regard de la durée du travail pratiquée, afin de vérifier le respect des salaires minima conventionnels donnés pour 169 heures mensuelles.

A compter de la négociation sur les salaires minima pour l'année 2005 et selon l'article 6 de l'accord de révision de la grille des emplois et des coefficients s'y rapportant en date du 25 novembre 2003, les valeurs de point et de la partie fixe seront données pour l'horaire légal, soit 35 heures hebdomadaires (151,67 heures par mois).

En application de l'article 24 de la convention collective nationale, la commission paritaire qui s'est tenue le 1^{er} décembre 2004 a décidé de procéder à une augmentation des salaires minima dans les conditions suivantes :

- une augmentation de 1 % au 1^{er} janvier 2005, portant la valeur du point de 1,5561 € à 1,5717 € et la valeur de la partie fixe de 592,6733 € à 598,60 € ;
- une augmentation de 0,5 % au 1^{er} juillet 2005, portant la valeur du point de 1,5717 € à 1,5795 € et la valeur de la partie fixe de 598,60 € à 601,594 €.

Les parties signataires conviennent de se revoir si l'évolution des prix connaît une variation significativement supérieure aux prévisions, entre le 1^{er} décembre 2004 et le 30 novembre 2005.

Ainsi, à partir du 1^{er} janvier 2005, les salaires minima devront être ajustés à l'horaire conventionnel rémunéré par chaque association et calculées comme suit :

VP = valeur du point fixé pour 35 heures.

PF = partie fixe pour 35 heures.

SM = salaire mensuel.

$$SM = \frac{[(VP \times \text{coefficient}) + PF] \times \text{Horaire conventionnel rémunéré (1)}}{151,67}$$

Concernant, plus particulièrement, les associations qui ont négocié des accords de réduction du temps de travail accompagnés d'une réduction de salaires, la commission paritaire chargée de la négociation et du suivi de la convention collective des centres Pact Arim, incite ces associations à renégocier, dès 2005, leur accord d'entreprise, conformément à l'esprit de la loi relative au dialogue social, du 4 mai 2004, article L. 132-2-2 III du code du travail modifié, particulièrement en vue de modifier le niveau des rémunérations.

Le suivi de ces modifications sera effectué au niveau national par la commission paritaire chargée du suivi de la négociation collective, au moins une fois par an.

Fait à Paris, le 1^{er} décembre 2004.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Délégation employeurs.

Syndicats de salariés :

Confédération française démocratique du travail (CFDT) ;

Confédération générale des travailleurs - Force ouvrière (CGT-FO) ;

Confédération générale de l'encadrement (CGC).

(1) Horaire conventionnel rémunéré, négocié par accord d'entreprise sur la réduction du temps de travail dans chaque association.